

Forum des Médias à Dakar : Le cri d'alarme de Dr Dieynaba Ndao contre les violences faites aux femmes et aux filles en Afrique

Le Forum des Médias sur l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles en Afrique, actuellement en cours à Dakar, Sénégal, offre une plateforme de partage de connaissances et d'expériences pour plusieurs acteurs et experts engagés dans cette lutte.



Dr Dieynaba Ndao, Chargée de projets Genre et Santé Sexuelle et Reproductive au Bureau régional Afrique de l'Ouest et du Centre d'ONU Femmes, a dressé un tableau préoccupant de la situation des femmes et des filles dans ces régions. Les données présentées lors de son intervention mettent en lumière une réalité alarmante.

« Quarante femmes sur cent en Afrique de l'Ouest ont subi une forme de violence, contre soixante-neuf sur cent en Afrique centrale », a-t-elle révélé. Une part de cette violence se

manifeste désormais sur les réseaux sociaux, où quarante-cinq utilisatrices de Facebook et Twitter sur cent ont rapporté avoir été victimes de violences basées sur le genre.

Les filles ne sont pas épargnées a-t-elle déclaré, « trente-neuf d'entre elles sur cent sont mariées avant l'âge de dix-huit ans ». Par ailleurs, la prévalence des mutilations génitales féminines (MGF) atteint des niveaux alarmants, touchant vingt-huit femmes sur cent, avec des pics allant jusqu'à quatre-vingt-quinze sur cent dans certains pays.

Selon Dr Ndao, les violences à l'égard des femmes et des filles revêtent de multiples formes, notamment la violence exercée par un partenaire intime (physique, sexuelle ou émotionnelle), la violence économique, les mariages forcés et précoces, les mutilations génitales féminines, la traite des êtres humains, les crimes d'honneur, ainsi que les violences facilitées par les technologies numériques.

Ces violences, qui affectent des millions de femmes et de filles chaque année, trouvent leurs racines dans des structures patriarcales, des normes sociales discriminatoires et un accès limité à la justice.

Organisé par le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN), avec l'appui technique et financier d'ONU Femmes et des Fonds français MUSKOKA, ce forum s'achèvera ce vendredi 6 décembre 2024. Il se positionne comme un appel à une mobilisation renforcée pour un avenir où les femmes et les filles pourront vivre libres de toute forme de violence.

Élimination des violences faites aux femmes et aux filles en Afrique : un engagement collectif des médias en Afrique

Du 4 au 6 décembre 2024, le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN), avec l'appui technique et financier d'ONU Femmes et des Fonds français MUSKOKA, organise le Forum des Médias sur l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles en Afrique : Respect des droits humains et autonomisation ».



Cette rencontre de haut niveau réunit une diversité d'acteurs à savoir des acteurs des médias africains, acteurs de la société civile et des experts engagés dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.

Une mobilisation médiatique pour les droits des femmes

Selon le Président du REMAPSEN, Bamba Youssouf, « ce forum

constitue un point de départ d'un engagement collectif des médias en Afrique » avec à la clé « le renforcement des productions médiatiques de sensibilisation et de plaidoyer en vue de toucher toutes les cibles notamment les plus reculées pour un monde sans violences envers les femmes. »

A la question, « Que peuvent réellement apporter les médias à cette lutte » contre les violences faites aux femmes et aux filles, le Président du REMAPSEN, Bamba Youssouf, a répondu que « les médias peuvent éduquer, sensibiliser, influencer sur les comportements et mobiliser l'opinion et les décideurs pour orienter les débats politiques et inciter à des actions concrètes en faveur de la femme. »

« Les médias peuvent éduquer, sensibiliser, influencer sur les comportements et mobiliser l'opinion publique ainsi que les décideurs, afin d'orienter les débats politiques et inciter à des actions concrètes en faveur des femmes », a-t-il souligné.



Dans une région encore confrontée à des crises politico-militaires, Bamba Youssouf a insisté sur le rôle crucial des médias : « Ils deviennent un outil puissant pour assurer la continuité des services de prévention et promouvoir la prise en charge des violences dans divers domaines de la vie sociale. »

Un forum sous le signe des 16 jours d'activisme

Organisé en plein cœur des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes, ce forum s'inscrit dans une dynamique internationale. Bamba Youssouf a tenu à remercier ONU Femmes et les Fonds français MUSKOKA pour leur soutien essentiel dans l'organisation de cette rencontre, avant de saluer la présence du représentant du ministre de la Famille, une preuve, selon lui, de l'engagement du gouvernement sénégalais pour la cause féminine.

Arlette Mvondo, Représentante Résidente d'ONU Femmes au Sénégal, a lancé un appel vibrant en faveur d'un engagement médiatique accru pour protéger les droits des femmes et des filles. Représentant le Directeur régional d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, elle a insisté sur le rôle des journalistes et des communicants : « chaque reportage, chaque article, chaque image peut contribuer à bâtir un monde où les femmes et les filles ne sont plus réduites au silence par la peur et la violence, mais où leurs droits et leurs dignités sont protégés et respectés. »



Présent à cette rencontre, Oumar Samb, conseiller technique et représentant de la ministre de la Famille et des Solidarités, Mme Maïmouna Dieye, a souligné la nécessité de renforcer la mobilisation collective. « Les violences basées sur le genre, qu'elles soient physiques, psychologiques ou économiques, représentent une violation grave des droits humains.»

C'est pourquoi, en lançant officiellement, il invite les médias à être des alliés actifs de ce combat, car l'accès à l'éducation, à un emploi décent, à la santé, à la justice, au financement, entre autres, demeure des droits universels pour tout être humain.

Pour rappel, ce rendez-vous s'inscrit dans la continuité des précédents forums organisés par le REMAPSEN. En 2022, à Dakar, l'accent avait été mis sur l'impact de la COVID-19 sur les programmes de prévention et de prise en charge du VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre. En 2023, à Lomé, la santé infantile et la nutrition étaient au cœur des discussions.

Avec cette nouvelle édition, le REMAPSEN ambitionne de renforcer la mobilisation médiatique contre les violences basées sur le genre, pour un continent africain où les droits des femmes sont pleinement respectés et leur autonomie assurée.

Megan Valère SOSSOU

17e Journée Mondiale de la Contraception : « Accéder à la contraception permet le développement économique des nations » Dr Sennen HOUNTON

Le 25 septembre 2024, le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement a tenu un webinaire pour marquer la 17e Journée mondiale de la

contraception. Ce webinaire a réuni plusieurs experts, dont le Dr Sennen Hounton, Directeur du bureau régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.



Cette journée placée sous le thème, « *Un choix pour tous : la liberté de planifier, le pouvoir de choisir* », vise à sensibiliser sur l'importance de la planification familiale et de l'accès à la contraception pour garantir la santé et les droits sexuels et reproductifs.

Le Dr Sennen Hounton a mis en avant les progrès enregistrés dans la sous-région au cours des dix dernières années, notamment une hausse du taux de prévalence contraceptive, passé de 13% en 2015 à 18% en 2024. De plus, les besoins non satisfaits en matière de contraception chez les femmes de 15 à 49 ans ont chuté de 24% à 17%, malgré les défis posés par les crises humanitaires, les déplacements forcés et la pauvreté accrue.

Malgré ces avancées, les défis persistent, notamment l'accès équitable aux méthodes contraceptives. Dr Hounton a rappelé que l'amélioration de l'accès à la contraception favorise non seulement la santé des femmes, mais également le développement

économique des nations. Il a appelé à une sensibilisation accrue pour garantir que chaque individu puisse faire un choix éclairé en matière de planification familiale.

Il faut sensibiliser pour l'accès de tous aux méthodes contraceptives. Accéder à la contraception permet le développement économique des nations a-t-il laissé entendre.

Autonomisation de la femme : Des avancées notables grâce à ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Le mercredi 17 juillet 2024, le Réseau des médias africains pour la promotion de la santé et de l'environnement (REMAPSEN) a tenu un webinaire sur le thème : « Autonomisation de la femme : enjeux, défis et perspectives en Afrique de l'Ouest et du Centre ». Cette session virtuelle a permis de réunir une cinquantaine de journalistes, formés par Mme Arlette Mvondo, conseillère régionale sur les violences à l'égard des femmes et des filles au bureau régional Afrique de l'Ouest et du Centre à ONU Femmes.



Mme Arlette Mvondo, conseillère régionale sur les violences à l'égard des femmes et des filles au bureau régional Afrique de l'Ouest et du Centre à ONU Femmes

Mme Mvondo a souligné l'importance de l'autonomisation de la femme, un objectif clé des ODD à l'horizon 2030. Elle a détaillé comment ce vaste sujet englobe divers aspects incluant l'accès à la santé, à l'éducation, aux services sociaux de base, à l'emploi, et même des postes gouvernementaux spécifiques aux questions féminines. « *Quand on parle de l'autonomisation de la femme, on parle de développement* », a-t-elle affirmé, illustrant l'impact profond de l'éducation sur la réduction des violences faites aux femmes et aux filles, ainsi que sur le développement national.

Stratégies et avancées

Mme Mvondo a également abordé les avancées réalisées malgré les pesanteurs sociales persistantes en Afrique de l'Ouest et du Centre. Grâce à l'apport des différents acteurs sociaux, y compris les médias, ONU Femmes a réussi à induire des changements de mentalité significatifs.

En matière de stratégies pour atteindre les Objectifs du Développement Durable (ODD 2030), ONU Femmes se concentre sur

plusieurs thématiques. Celles-ci incluent la représentation des femmes dans les instances de prise de décision, l'entrepreneuriat féminin avec des appuis financiers, et la promotion de la masculinité positive. Pour mettre en œuvre ces stratégies, l'organisme collabore étroitement avec la société civile et les décideurs politiques. Dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive, elle a mis en avant le partenariat entre ONU Femmes et l'UNFPA à travers le programme Mousko. Un programme qui a visé la promotion de l'accès des femmes aux méthodes contraceptives et à l'interruption sécurisée de la grossesse lorsque la loi le permet. « *Nous travaillons à plusieurs niveaux : établir un cadre normatif favorable, renforcer la qualité des services hospitaliers et sensibiliser les communautés pour changer les mentalités* » a-t-elle indiqué.

Focus sur l'autonomisation financière

L'autonomisation financière des femmes est une priorité pour ONU Femmes, qui investit dans l'entrepreneuriat féminin et facilite l'accès aux ressources financières. « *Les femmes ont moins d'opportunités que les hommes d'accéder à des institutions financières. C'est ainsi que dans les pays en développement, les disparités entre les hommes et les femmes sont de 6%, et à l'échelle mondiale, elles sont à 4%* », a précisé Mme Mvondo.

Après l'intervention de Mme Mvondo, les participants ont pu poser des questions et recevoir des réponses détaillées. Pour conclure, la conseillère régionale a encouragé les médias à maintenir la pression sur les décideurs politiques afin de garantir la mise en œuvre et le suivi des lois et règlements en faveur de l'autonomisation de la femme.

Megan Valère SOSSOU

Lois sur la santé sexuelle et la planification familiale en Afrique de l'Ouest et du Centre: Des experts plaident pour une mise en application effective

Le Réseau des médias africains pour la promotion de la santé et de l'environnement (REMAPSEN) a tenu un webinaire le mercredi 22 mai 2024, portant sur l'adoption et l'application des lois concernant la santé sexuelle et la planification familiale en Afrique de l'Ouest et du Centre. Trois experts en santé sexuelle et reproductive ont conduit cette discussion en ligne, réunissant une centaine de journalistes venus de tout le continent.

Malgré l'adoption de lois sur la santé sexuelle et reproductive (SSR) dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, leur application reste insuffisante. C'est cette réalité préoccupante qui a poussé REMAPSEN à organiser ce webinaire sous le thème : « L'adoption et l'application des lois sur la santé sexuelle/la planification familiale en Afrique de l'Ouest et du Centre, où en sommes-nous ? ». Les échanges ont été modérés par Boureima Sanga et Bamba Youssouf, membres éminents du conseil d'administration du réseau.

Dr Chilanga Asmani, conseiller régional en politique de planification familiale au bureau régional de l'UNFPA, a ouvert les débats en soulignant l'importance de la santé

sexuelle comme état de bien-être physique, mental et social. Il a rappelé que divers éléments tels que l'éducation à la santé sexuelle et reproductive, l'accès aux méthodes contraceptives, les soins prénataux et les services d'avortement sécurisé, sont essentiels pour atteindre ce bien-être. Selon lui, 44 pays africains ont souscrit au protocole de Maputo, mais beaucoup n'ont pas encore de lois spécifiques ou de décrets d'application pour renforcer ces engagements.

Des progrès mais encore des défis

Dr Djénébou Diallo, de l'Unité de coordination du Partenariat de Ouagadougou, a fait état des efforts pour accroître l'utilisation de la planification familiale, avec un objectif ambitieux de passer de 6,5 millions à 13 millions d'utilisatrices d'ici 2030. Cependant, elle a souligné que sur les neuf pays du partenariat, seuls huit disposent de lois sur la SSR et que l'absence de décrets d'application complique leur mise en œuvre. En Mauritanie, par exemple, malgré l'existence de ces lois, leur vulgarisation reste un défi majeur.

La Côte d'Ivoire à la traîne

Pr Tia Mélanie, présidente de l'ONG Women in Global Health en Côte d'Ivoire, a mis en lumière les difficultés rencontrées dans son pays, le seul du Partenariat de Ouagadougou à ne pas encore posséder de loi SSR. Les obstacles incluent des points sensibles tels que l'avortement sécurisé et l'âge minimum pour accéder à la planification familiale. Les statistiques alarmantes, comme un taux de mortalité maternelle de 347 pour 100 000 naissances et 33 % de mariages précoces, plaident en faveur d'une adoption rapide de cette loi. Pr Mélanie a réitéré l'engagement de son ONG à mener des campagnes d'information et des plaidoyers auprès des leaders communautaires pour accélérer ce processus.

Megan Valère SOSSOU

50 ans de vaccination en Afrique : Dr Célestin Traoré évoque les succès, enjeux et stratégies pour l'avenir

Le 17 avril 2024, le Réseau des médias africains pour la promotion de la santé et de l'environnement (REMAPSEN), en collaboration avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), a organisé un webinaire sur la vaccination. Ce dernier avait pour thème « 50 ans de programme élargi de vaccination : succès, défis et perspectives pour la vaccination des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre ». Le Dr Célestin Traoré, conseiller régional chargé de la vaccination des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre à l'UNICEF, a dirigé ce webinaire.



Dr Célestin Traoré

Selon le Dr Celestin Traoré, la vaccination reste l'une des interventions les plus rentables pour stopper la propagation des maladies. Il a souligné qu'actuellement une vingtaine de vaccins sont disponibles, notamment contre la tuberculose, la fièvre jaune, la diphtérie, la coqueluche et la COVID-19. Il a également mentionné l'introduction l'année précédente du vaccin contre le paludisme, avec d'autres en cours de développement. Le Dr Traoré a cité des économistes affirmant qu'un dollar investi en vaccins équivaut à un rendement de 48 dollars. Il a également souligné les efforts de l'UNICEF pour rendre la vaccination accessible et efficace dans les pays concernés, en collaborant avec les États, les partenaires et la société civile pour garantir un approvisionnement abordable en vaccins et sensibiliser les populations grâce à des séances d'écoute sociale.

En ce qui concerne le Programme élargi de vaccination (PEV), le Dr Celestin Traoré a indiqué que les progrès réalisés témoignent de l'efficacité du programme. Il a noté que la vaccination pourrait empêcher 25 millions de personnes de tomber dans la pauvreté d'ici 2030. Néanmoins, il a souligné le défi majeur consistant à augmenter la couverture vaccinale, ce qui requiert un engagement accru des autorités politiques et des communautés, ainsi que la résolution des problèmes logistiques, notamment pour les populations vivant dans des zones reculées ou en situation de crise, et le financement des vaccins.

Le Dr Celestin Traoré a également exprimé sa préoccupation face à l'existence d'enfants non vaccinés malgré les efforts déployés par l'UNICEF et ses partenaires. Il a noté qu'il y avait 6 millions d'enfants dans la région qui n'ont pas achevé leur vaccination, dont la moitié n'a jamais reçu de dose. Des stratégies de rattrapage ont été élaborées au cours de l'année écoulée pour ces enfants.

Megan Valère SOSSOU

Initiative « Zéro Palu! Les entreprises s'engagent » : un modèle de responsabilité sociale des entreprises en Afrique

Le 28 février 2024, le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN) a organisé un webinaire sur l'initiative « ZERO PALU : LES ENTREPRISES S'ENGAGENT ». L'événement a permis à M. James Wallen, responsable de l'équipe palu de Speak UP Africa, et à Mme Elisa Debordes, Directrice des Opérations de la Fondation Ecobank, de présenter l'engagement des entreprises dans la lutte contre cette maladie en Afrique.



Fa
ce
au
x
jo
ur
na
li
st
es
d'
Af
ri
qu
e,

le
s
de
ux
in
te
rv
en
an
ts
on
t
ex
pl
iq
ué
le
rô
le
im
po
rt
an
t
de
s
en
tr
ep
ri
se
s
da
ns
ce
tt
e

lutte,
souvent
perçue
comme
des
entités
uniquement
intéressées
par
le
profit

·
Ce
pe
nd
an
t,
il
es
t
im
po
rt
an
t
de
co
mp
re
nd
re
qu
e
le
s
en
tr
ep
ri
se
s
so
nt
ég
al
em
en
t

to
uc
hé
es
di
re
ct
em
en
t
et
in
di
re
ct
em
en
t
pa
r
le
pa
lu
di
sm
e.
Ce
tt
e
ma
la
di
e
af
fe
ct
e

le
s
em
pl
oy
és
,
cr
éa
nt
de
s
ab
se
nc
es
au
tr
av
ai
l
et
de
s
pe
rt
es
de
pr
od
uc
ti
vi
té
,
ai
ns

i
qu
e
le
s
cl
ie
nt
s,
en
tr
aî
na
nt
de
s
ré
du
ct
io
ns
d'
ép
ar
gn
e
et
de
s
pe
rt
es
d'
em
pl
oi
.

Selon Mme Elisa Debordes, malgré les efforts mondiaux, l'OMS a enregistré 249 millions de cas de paludisme en 2022, dont 94% en Afrique subsaharienne, entraînant 608 000 décès. Face à cette réalité, M. James Wallen souligne que les bailleurs traditionnels ne sont pas prêts à augmenter massivement leurs contributions, et les gouvernements africains manquent de flexibilité budgétaire pour combler ces lacunes. Ainsi, les entreprises ressentent une responsabilité sociale et souhaitent être parties prenantes de la résolution des problèmes de développement social et économique sur le continent.

Pour répondre à cet appel, les entreprises proposent des solutions scientifiques, cliniques et financières. Cela inclut l'investissement dans la recherche et le développement de nouveaux outils de lutte contre le paludisme, la fourniture d'un accès aux traitements et aux moustiquaires imprégnées d'insecticide, ainsi que la mobilisation des ressources financières.

À ce jour, les résultats de l'initiative sont prometteurs : 10 champions engagés, 6 millions de dollars mobilisés en contribution financière et en nature, et la participation de 60 entreprises contributrices.

Dans un contexte où le paludisme reste une menace persistante en Afrique, l'implication active des entreprises dans la lutte contre cette maladie est indispensable pour atteindre l'objectif d'une Afrique sans palu.

Pour rappel, l'initiative « Zéro Palu! Les entreprises s'engagent » a été lancée en juillet 2020. Elle vise à mobiliser les entreprises du secteur privé national pour contribuer à l'élimination du paludisme d'ici 2030. Dotée d'un fonds catalytique de 60 millions de FCFA par pays, fourni par Ecobank, cette initiative s'étend sur une période initiale de mise en œuvre allant de 2020 à 2024.

One Health: le Pr Brama Koné de l'OMS Afrique appelle à un leadership des pays Africains

Le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN) a tenu son rendez-vous habituel d'échange, ce mercredi 14 février 2024. Le Professeur Brama Koné, Responsable du Portefeuille changement climatique et santé au bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour l'Afrique a été l'invité de ce webinaire axé sur le thème : « One Health : Enjeux, défis et perspectives dans un contexte de changement climatique en Afrique ».



Professeur Brama Koné

Initié au début des années 2000, le concept One Health est une solution à la recrudescence et à l'émergence des maladies infectieuses. Selon le Pr Brama Koné, cette approche transdisciplinaire et multisectorielle est essentielle pour faire face aux maladies à l'interface entre l'homme et l'animal, connues sous le nom de zoonoses. Elle peut aider les États africains à relever les défis de santé actuels a-t-il expliqué avant d'ajouter: « Si on veut traiter un problème de santé, il faut au moins un médecin, un sociologue et un environnementaliste. »

Dans un contexte de résistance antimicrobienne, le Pr Koné souligne l'importance d'adopter le concept One Health. Cette approche répond aux enjeux actuels de lutte contre les maladies zoonotiques, la résistance antimicrobienne et les menaces environnementales sur le continent.

Le Pr Koné appelle les pays africains à jouer un rôle de leader dans l'adoption de cette approche. « La région africaine se trouve être la plus affectée à cause de la pauvreté, du faible niveau de formation, etc. L'Afrique doit jouer le rôle de leader. Nous devons nous approprier le concept One Health en commençant par nous organiser, » déclare-t-il.

Il encourage également les pays africains à s'approprier la convention mise en place par l'OMS, la FAO, le PNUD et l'Organisation Mondiale pour la Santé Animale pour assurer la sécurité alimentaire et sanitaire. « Il est important que cette convention soit représentée au niveau basique dans les pays pour relayer les messages de la plateforme quadripartite. Il est important que des systèmes de surveillance soient mis en place pour collecter des informations sanitaires et environnementales, » conseille-t-il.

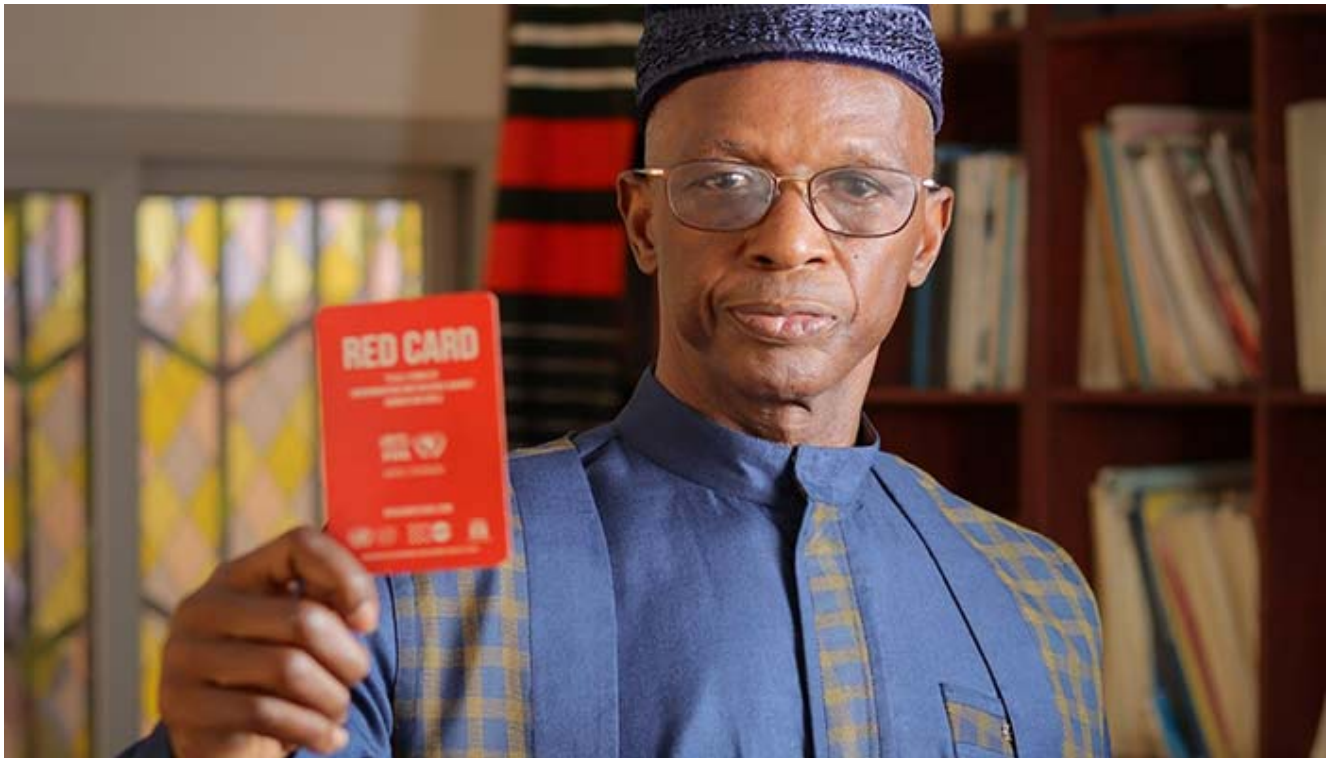
Pour prévenir, détecter et faire face efficacement aux enjeux sanitaires qui surviennent à l'interface entre humains,

animaux et environnement en Afrique, il est essentiel d'adopter l'approche One Health.

Megan Valère SOSSOU

CAN 2023 / Campagne Carton Rouge : Le REMAPSEN s'engage avec l'ARDN contre les Violences Basées sur le Genre

Les membres du Réseau des médias africains pour la promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN) ont récemment participé à un webinaire avec le Dr Djibril Diallo, Président Directeur Général du Réseau de la Renaissance Africaine et de la Diaspora (ARDN), le mercredi 17 janvier. Le thème du webinaire était axé sur la « Campagne carton rouge aux violences basées sur le genre (VBG) : Enjeux, défis et perspectives ».



La campagne de mobilisation, baptisée « Carton rouge contre les violences basées sur le genre (VBG) », a été inaugurée le 12 décembre 2023 à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Prévue sur une période de 12 mois, elle s'inscrit dans le contexte de la 34ème édition de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), qui se déroule en Côte d'Ivoire depuis le 13 janvier et se clôturera le 11 février prochain.

Le Dr Djibril Diallo a souligné dans son intervention à l'entame que cette initiative, soutenue par le Comité d'Organisation de la Coupe d'Afrique des Nations et le ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant de la Côte-d'Ivoire, vise à sensibiliser les acteurs du football sur l'importance de lutter contre les violences envers les femmes et les filles. L'objectif est d'obtenir des engagements concrets de leur part pour mettre fin à ce phénomène mondial et favoriser l'épanouissement des femmes.

Les violences basées sur le genre (VBG), reconnues depuis des décennies comme le résultat de rapports de force historiquement inégaux entre hommes et femmes, sont un obstacle majeur à la promotion des femmes et à leurs libertés fondamentales. Cette campagne se déroulera en quatre phases

clés, incluant un projet de jumelage entre des municipalités américaines et africaines, l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur, un partenariat avec les médias pour renforcer la couverture de sujets pertinents, et la promotion des investissements entre le secteur privé américain et les opérateurs économiques africains.

Conscient du rôle des médias dans la lutte contre les VBG, le Dr Djibril Diallo a annoncé la signature d'un partenariat entre le REMAPSEN et l'ARDN. Ce partenariat vise à atteindre les objectifs de la campagne, en mettant l'accent sur le soutien aux victimes de ces violences.

Il est à noter que le lancement de cette campagne se poursuivra au Burkina Faso, après avoir été déployée dans plusieurs pays d'Afrique, des Caraïbes, d'Amérique latine et aux États-Unis en collaboration avec l'UNFPA, ONU Femmes, la FIFA et le PNUD/Afrique. L'ARDN, basée à New York, agit dans plus de 80 pays avec pour objectif fondamental le renforcement des liens entre l'Afrique et sa diaspora, tout en contribuant aux Objectifs de Développement Durable (ODD).

Megan Valère SOSSOU

Retour sur le Forum Régional des Médias sur la Santé Infantile, la Vaccination et la Nutrition à Cotonou

Le vendredi 22 décembre 2023, la salle de conférence de l'UNICEF Bénin a servi de cadre à l'atelier de restitution de

Cotonou sur le premier Forum Régional des Médias sur la Santé Infantile, la Vaccination et la Nutrition. Un rendez-vous important qui a rassemblé une vingtaine de journalistes, membres du REMAPSEN, toutes catégories de presse confondues.



Dans son discours d'ouverture, Mickael TCHOKPODO, le coordonnateur national du REMAPSEN au Bénin, a souligné le rôle essentiel de l'UNICEF dans la concrétisation de cet événement. « Si l'initiative du forum a prospéré, c'est grâce au soutien indéfectible du bureau régional de l'UNICEF, qui a vu dans l'idée de ce forum la preuve de l'engagement des journalistes pour une cause noble : les enfants, l'avenir de toute nation », a-t-il déclaré. Il a également exprimé sa conviction que cet atelier marquera le début d'une collaboration durable entre l'UNICEF Bénin et le REMAPSEN Bénin.

Aude Rigot, Cheffe du Bureau UNICEF Bénin, a ouvert officiellement l'atelier en félicitant la coordination du REMAPSEN Bénin pour le respect de son engagement. Elle a salué

l'organisation de l'atelier de restitution du premier forum des médias sur la santé infantile, la vaccination et la nutrition, qui s'est tenu du 21 au 23 novembre 2023 à Lomé, au Togo. C'est une chance pour le REMAPSEN de tenir cet atelier à quelques jours du prochain cycle de programme de Coopération 2024 – 2026 de l'Unicef Benin.



Au cœur des débats, un panel dédié à la santé infantile, la vaccination, et la nutrition au Bénin, animé par les experts Nicole Paqui, Bonaventure Muhimfura, et Amany Faustin Yao. Cet atelier a été l'occasion d'échanger sur l'état des lieux, les progrès réalisés, et les perspectives à venir en matière de santé infantile en Afrique de l'Ouest et du Centre, ainsi que sur la vaccination des enfants et la nutrition.

De façon générale, il est à retenir que de 2019 à 2023, des avancées significatives ont été accomplies en termes de baisse de la mortalité des enfants de moins de 5 ans, passant de 115 pour mille en 2014 à 80 pour mille en 2022, soit une réduction de 35 points.

Malgré ces progrès encourageants, il demeure impératif de persévérer les acquis, car certaines données continuent de susciter des inquiétudes. Notamment, le constat selon lequel 43% des nourrissons de moins d'un an n'ont pas bénéficié de tous les vaccins recommandés demeure préoccupant. De plus, il est alarmant de noter qu'un sur deux enfants de moins de 5 ans présente un retard de croissance, signalant ainsi une problématique persistante à résoudre.

La rencontre a également été marquée par la lecture des recommandations issues du forum régional porté sur le thème « Rôle et responsabilité des médias dans la promotion de la santé et de la nutrition en Afrique ». Ces recommandations offrent une feuille de route précieuse pour les médias engagés dans la promotion de la santé en Afrique.

Cet atelier de restitution à l'UNICEF Bénin est une preuve de plus de l'engagement des médias béninois en faveur de la santé des enfants, de la vaccination et de la nutrition. Il témoigne du pouvoir des médias dans la sensibilisation et la promotion des enjeux sanitaires. Un rendez-vous qui laisse entrevoir une collaboration fructueuse entre l'UNICEF et le REMAPSEN Bénin.

Megan Valère SOSSOU

**L'ONUSIDA appelle à confier
le leadership aux communautés
pour mettre fin au sida d'ici**

2030

Dans un contexte où des informations controversées sur de présumées contaminations au VIH/SIDA secouent [la toile béninoise](#), l'ONUSIDA a dévoilé [son dernier rapport](#) sur l'état des lieux de la maladie, offrant ainsi un grand aperçu sur la situation actuelle. Les statistiques de l'édition 2022 révèlent à la fois des progrès encourageants et des défis persistants dans la lutte contre cette pandémie dévastatrice. Avec 39 millions de personnes vivant avec le VIH dans le monde, les données mettent en lumière l'urgence continue de l'action mondiale.

**CONFIER LE
LEADERSHIP
AUX COMMUNAUTÉS**

 **Journée Mondiale du sida 2023**

 **ONUSIDA**



Mais, cette année l'ONUSIDA lance un appel passionné aux gouvernements du monde entier pour confier le leadership à des communautés engagées dans la lutte contre le VIH. Un rapport récemment publié par l'organisation, intitulé « Confier le leadership aux communautés », met en lumière le rôle crucial joué par ces groupes, tout en soulignant les défis auxquels ils sont confrontés en raison du sous-financement et des

obstacles entravant leurs efforts.

Selon ce rapport, le sida ne pourra être éradiqué en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030 que si les communautés en première ligne reçoivent un soutien complet des gouvernements et des donateurs. Winnie Byanyima, directrice exécutive de l'ONUSIDA, a souligné l'importance de reconnaître les communautés comme des leaders plutôt que comme des problèmes à gérer. « Les communautés ne se tiennent pas en travers du chemin, elles éclairent la voie qui mène à la fin du sida », a-t-elle déclaré.

Le rapport, présenté lors d'un événement à Londres organisé par l'organisation de la société civile STOPAIDS, met en évidence le rôle moteur des communautés dans le progrès de la lutte contre le VIH. Des campagnes menées par ces communautés ont contribué à élargir l'accès aux médicaments génériques contre le VIH et à réduire considérablement le coût du traitement. Des exemples au Nigeria montrent comment les programmes dirigés par des organisations communautaires ont augmenté de 64 % l'accès au traitement anti-VIH.

Le rapport met également en lumière des initiatives novatrices des communautés, telles qu'un projet en Namibie utilisant des vélos électriques pour fournir des médicaments anti-VIH aux jeunes et des applications sur smartphone en Chine pour encourager l'autodépistage du VIH.

Pourtant, malgré ces réussites, les communautés font face à des obstacles majeurs, tels que le sous-financement et les attaques dans certains endroits. Robbie Lawlor, cofondateur d'Access to Medicines Ireland, souligne le besoin urgent de soutien financier : « On attend de nous que nous déplaçons des montagnes sans soutien financier. L'heure est venue de nous confier le leadership. »

Le rapport appelle à placer le rôle de leader des communautés au cœur de tous les plans anti-VIH, à financer pleinement et

durablement ce rôle, et à éliminer les obstacles entravant leur capacité à agir. À l'heure actuelle, les communautés sont à la pointe de l'innovation et jouent un rôle crucial dans la riposte au sida. Il est temps de reconnaître et de soutenir pleinement leur leadership pour mettre fin au sida d'ici 2030.

Rappelons que des explications sur ce rapport ont été données aux Hommes des médias du Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement.

Megan Valère SOSSOU

Assainissement en Afrique : Speak Up Africa aguerrit les journalistes du REMAPSEN

Le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN) a organisé un webinaire d'information qui s'est tenu le mercredi 6 septembre 2023. Il avait pour thème « Les Défis de l'Assainissement en Afrique » et avait pour objectif de sensibiliser les journalistes aux enjeux cruciaux liés à l'assainissement en Afrique. Le webinaire a rassemblé plus d'une soixantaine de journalistes et a connu la présence de Madame Fian Roxane, chargée du programme assainissement au sein de l'ONG Speak Up Africa.



Fian Roxane

D'
en
tr
ée
de
je
u,
Ma
da
me
Fi
an
Ro
xa
ne
a
dé
fi
ni
l'
as
sa
in
is
se
me
nt
co
mm
e
l'
en
se
mb
le
de
s

ac
ti
on
s
en
tr
ep
ri
se
s
pa
r
le
s
pa
rt
ic
ul
ie
rs
,
le
s
co
ll
ec
ti
vi
té
s
et
le
s
po
uv
oi
rs

pu
bl
ic
s
po
ur
él
im
in
er
le
s
so
ur
ce
s
d'
in
sa
lu
br
it
é
da
ns
le
s
ag
gl
om
ér
at
io
ns
,
to
ut

en
re
sp
ec
ta
nt
le
s
no
rm
es
d'
hy
gi
èn
e.

Elle a également abordé divers concepts liés à l'assainissement, tels que l'assainissement autonome par opposition à l'assainissement collectif, les fosses septiques, les latrines, les boues de vidange et la chaîne de valeur des boues de vidange.

La spécialiste a ensuite mis en lumière les défis considérables auxquels l'Afrique est confrontée. Selon elle, près de 70% de la population africaine n'a pas accès à un système d'assainissement adéquat, ce qui soulève des questions cruciales pour la santé publique et l'environnement.

Pour le rôle qu'ils jouent, les médias ont été vivement encouragés à créer davantage de productions médiatiques de qualité sur l'assainissement pour informer les citoyens des pays cibles.

Par ailleurs, le point essentiel qui a été soulevé lors de ce webinaire à la suite des questions-réponses est le lien indéniable entre l'assainissement et la santé. A ce sujet, Madame Fian Roxane a souligné que l'assainissement a un impact

direct sur l'environnement et la santé publique, faisant de la promotion de l'assainissement une nécessité pour un monde plus propre et plus sain.

Rappelons que l'ONG Speak Up Africa, basée à Dakar œuvre depuis trois ans dans le domaine de l'assainissement et a déjà atteint 60% de ses objectifs sur le continent africain. Elle s'efforce désormais d'atteindre les 40% restants. Elle est reconnue comme une plateforme de communication stratégique et de plaidoyer dédiée à catalyser le leadership africain, à favoriser les changements de politiques.

Ce webinaire, organisé par le REMAPSEN, s'inscrit dans le cadre des activités du réseau. Le prochain est prévu pour le 27 septembre 2023, avec pour thème « La Problématique de la Fistule Obstétricale en Afrique ».

Megan Valère SOSSOU

Lutte contre les Maladies Tropicales Négligées et le paludisme: Yacine Djibo justifie l'engagement de Speak Up Africa

Le 12 avril 2023, le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement a organisé un webinaire sur les Maladies Tropicales Négligées (MTN). Yacine Djibo, Directrice Exécutive de l'ONG Speak up Africa basée à Dakar, était l'invitée de cette rencontre.



« Il faut un changement de politique à tous les niveaux pour améliorer la santé publique en Afrique de manière durable. »

L'enjeu est de taille en ce qui concerne la lutte contre le paludisme et les maladies tropicales négligées. C'est pourquoi elle s'est engagée avec son organisation « Speak Up Africa » afin d'apporter sa pierre à l'édifice.

Cet engagement de Speak up Africa est également motivé par un défi d'équité. Car ces maladies sont évitables et traitables, ce qui facilite l'accès équitable aux soins de santé et permet d'être plus résilients, a noté Yacine Djibo.

Speak Up Africa et ses interventions

Speak Up Africa intervient dans des domaines allant du paludisme à l'égalité des genres, en passant par les MTN, la vaccination et l'assainissement. Elle compte sur la mobilisation des citoyens et sur l'engagement des médias, qu'elle considère comme des leviers de changement puissants, pour atteindre ses objectifs.

Cette organisation continentale travaille aussi pour la mise

en œuvre des directives de l'Union Africaine et travaille en collaboration avec les médias pour le changement des politiques. Dans son dynamisme, elle renforce les capacités des organisations de la société civile afin qu'elles puissent faire le plaidoyer pour l'obtention de plus de ressources aussi bien publiques que privées. Les gouvernements sont tenus redevables de leurs engagements, et Speak up Africa suit en effet la bonne utilisation des financements.

Pour ce faire, Speak up Africa adopte une politique de proximité en étant le plus proche possible des populations. Tous les financements mobilisés sont redistribués aux organisations de la société civile.

Au cours de ses échanges avec les journalistes du REMAPSEN, Yacine Djibo a répondu à toutes les interrogations et affirmé avoir pris bonne note de toutes les propositions jugées constructives. Elle a félicité le réseau pour son professionnalisme et a promis d'explorer les pistes de coopération voire même de partenariat avec Speak up Africa.

Megan Valère SOSSOU

Le REMAPSEN s'imprègne de l'état du VIH pédiatrique au Bénin et en Afrique francophone

Le VIH chez l'enfant polarise moins l'attention. Pourtant la négligence de cet aspect de la maladie pourrait mettre à mal les efforts fournis dans la lutte contre le VIH SIDA de

manière générale. Le REMAPSEN Bénin (Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement) a initié une mini conférence sur le sujet ce jeudi 29 décembre 2022 à Cotonou avec des spécialistes du Réseau Enfants et VIH en Afrique (EVA)



La mini conférence a été animée par le directeur exécutif du Réseau Enfants et VIH en Afrique (EVA) Dr Gères AHOGNON et le point focal au Bénin le Prof Léhila BAGNAN TOSSA. Selon les estimations du spectre 2021, sur les 69 000 personnes infectées par le VIH au Bénin, 6 400 sont des enfants. 51 % des enfants infectés sont de sexe féminin. Ce sont là, des chiffres communiqués au cours de la rencontre. Les deux conférenciers ont dressé l'état des lieux du VIH pédiatrique en Afrique de l'ouest et du centre. L'efficacité de la lutte contre le VIH pédiatrique dépend de la prise en charge des mères séropositives. « Dans la plupart de nos pays, la femme enceinte, surtout au cours du dernier trimestre, soit on ne la trouve plus, soit le suivi au cours du dernier trimestre n'est pas correct » explique Dr AHOGNON. Pour Dr Gères AHOGNON, une femme enceinte qui est bien suivie et qui prend correctement

ses médicaments, a 90 % de chance d'avoir un enfant séronégatif, si son accouchement se passe dans les conditions optimales. La lutte contre le VIH pédiatrique souffre de sous financement et d'un manque d'acteurs impliqués.

Ces dernières années, le nombre de femmes séropositives prises en charge tend à diminuer déplore Dr Gérès Ahognon . D'où la nécessité de renforcer les programmes PTME (prévention de la transmission mère-enfant). Plus il y aura des femmes sous traitement, moins il y aura d'enfants infectés souligne t-il. Parmi les objectifs dans cette lutte, c'est d'atteindre 95% d'enfants dépistés, 95% sous traitement et 95% avec une charge virale indétectable. Dans la région Afrique francophone, seulement 35 % des enfants connaissent leur statut, 35% sous traitement et seulement 27% ont une charge virale indétectable.

Le VIH pédiatrique au Bénin

90% des enfants séropositifs ont été contaminés par leurs mères. Le Professeur Léhila BAGNAN précise qu'au second semestre 2021, la transmission de la mère à l'enfant (transmission verticale) est de 1,8 %. Les chiffres se sont améliorés depuis 2019.

Quid des trois 95 au Bénin ?

Dans le pays, 42 % des enfants sont dépistés, 96% sous traitement et 70% ont une charge virale indétectable. « Ce qui veut dire qu'au niveau du suivi, il y a un problème » note le médecin.

Pour mener à bien cette lutte, elle propose le dépistage systématique de tous les enfants qui viennent à la consultation et à la vaccination.

Par ailleurs, les enfants ont généralement du mal à prendre leurs médicaments. C'est aussi un frein au traitement. La période de l'adolescence n'est souvent pas favorable au

traitement.

Dr BAGNAN pense que les prochains défis résident dans le renforcement du personnel et la disponibilité des intrants (Test de dépistage).

La prise en charge pédiatrique au Bénin est une réalité mais il y a une stagnation de la file active a conclu Dr BAGNAN TOSSA. Selon le Professeur, même si la plupart des indicateurs sont au vert, il faut une synergie d'actions entre les acteurs pour obtenir de meilleurs résultats.

Rappelons que le VIH (virus de l'immunodéficience humaine) est un virus qui attaque le système immunitaire, rendant les personnes infectées plus vulnérables aux infections et aux maladies. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ 3,5 millions d'enfants de moins de 15 ans vivent avec le VIH dans le monde, dont environ 90 % se trouvent en Afrique subsaharienne.

Megan Valère SOSSOU